

Chômeur en Europe

Les Européens les plus vulnérables étaient aussi les plus susceptibles de perdre leur emploi, ce qui a aggravé les inégalités dans la région

Hanan Morsy

LES GROUPES les plus fragiles du marché du travail européen — jeunes, travailleurs peu qualifiés et temporaires — ont le plus souffert pendant les crises mondiale et régionale. Et s'ils restent trop longtemps au chômage, ils vont probablement perdre leurs qualifications, se décourager et se retirer de la population active. Le chômage dans ces catégories aggrave l'inégalité des revenus; il risque aussi de compromettre la cohésion sociale, de peser sur les finances publiques et de freiner la croissance.

Pour comprendre comment l'évolution du marché du travail a influé sur l'inégalité en Europe et trouver des remèdes, nous avons examiné les causes de l'inégalité des revenus dans les pays de l'OCDE — pour lesquels il y a beaucoup de données en la matière — dans les 25 ans (1980–2005) précédant la récente crise économique mondiale. En extrapolant l'expérience antérieure à la crise, nous constatons que, malgré la protection sociale réputée de l'Europe, la crise y a accentué l'inégalité, surtout en augmentant le chômage et en freinant la création d'emplois. L'évolution de la reprise dans le monde et en Europe — quel groupe de revenu en profitera le plus — déterminera l'évolution des inégalités sur le continent. Une reprise pauvre en emploi pourrait aggraver encore les disparités, tout en compromettant les résultats économiques et la cohésion sociale.

Pas de surprises

Au total, on estime que la hausse du chômage pendant la crise a augmenté l'inégalité de 2 points dans l'ensemble de la zone euro et de 10 points dans les pays périphériques (Espagne, Grèce, Irlande et Portugal), où la situation de l'emploi s'est bien plus dégradée. La crise a aussi incité les travailleurs découragés à sortir de la population active, ce qui a probablement encore accentué les disparités de revenus. En revanche, la protection sociale a sans doute amorti les effets du chômage sur l'inégalité.

L'inégalité a augmenté dans la plupart des pays de la zone euro, car la hausse du taux de chômage a creusé l'écart entre riches et pauvres. La répartition des revenus se serait le plus dégradée en Espagne et en Irlande, l'inégalité s'y élevant respectivement de 20 et 11 points. C'est l'effet des pertes massives d'emplois liées à la chute de l'activité de la construction après l'éclatement des bulles immobilières qui a laissé beaucoup de travailleurs peu qualifiés au chômage. Dans ces pays, le chômage à long terme représente près de la moitié de la contribution du chômage à l'inégalité. En revanche, cette dernière n'a pratiquement pas changé en Allemagne et au Pays-Bas : la récession a eu une incidence inhabituellement faible sur le chômage, car le travail à temps partiel a favorisé la rétention d'emplois dans l'attente d'une reprise.

En Europe, les différences internationales dans l'inégalité des revenus reflètent l'interaction des tendances du marché du travail, des niveaux d'éducation et des dépenses sociales. En général, les faits confirment les anticipations. La hausse du chômage, le chômage de longue durée et le système d'emploi à deux niveaux (temporaire et permanent) *aggravent l'inégalité*. La protection sociale, notamment les indemnités de chômage et l'assistance, les progrès de l'éducation et l'amélioration des possibilités d'emploi des catégories vulnérables qui n'en trouvent pas facilement, notamment les femmes et les jeunes, *réduisent l'inégalité*.

Que faire?

Les pays européens peuvent prendre diverses mesures pour protéger du chômage les groupes vulnérables et réduire l'inégalité des revenus :

- *rééquilibrer la protection de l'emploi* — pour *encourager la création d'emplois* — en assouplissant pour les travailleurs permanents et en l'augmentant pour les travailleurs temporaires, généralement derniers recrutés et premiers licenciés.
- *combattre le chômage de longue durée* par l'aide à la recherche d'emploi, la formation et les incitations à l'emploi dans le secteur privé.
- *améliorer l'intégration des jeunes au marché du travail* en intégrant les services de l'emploi et le système éducatif par des programmes de collaboration, la formation, l'apprentissage et l'assistance à la recherche d'emploi.
- *attirer les seconds apporteurs de revenu dans la population active*, en renforçant les aides pour les enfants et en permettant aux femmes de déclarer leurs revenus séparément de leurs maris dans les pays à fiscalité familiale commune.
- *aligner davantage les salaires sur la productivité* en incitant mieux les entreprises à investir et à créer des emplois.
- *nourrir la concurrence et un contexte plus favorable aux entreprises* en supprimant les obstacles à l'entrée et en réduisant les restrictions à l'activité dans des secteurs comme les services, le commerce de détail et les industries de réseaux.

Seule une reprise saine accompagnée de nouveaux emplois améliorera la répartition des revenus et renforcera la cohésion sociale et la viabilité politique de la croissance. Accélérer le redressement de l'emploi par de grandes réformes des marchés du travail et des produits est indispensable pour empêcher la hausse du chômage de longue durée, surtout dans les groupes les plus touchés. ■

Hanan Morsy est économiste au Département Europe du FMI.

Cet article est basé sur un document de travail du FMI à paraître :

«Unemployment and Inequality in the Wake of the Crisis».